



Cologne 2012 - 32^e congrès de l'UGI (du 26 au 30 août)

La Maison de la géographie de Montréal

« La géographie,
ça sert, aussi,
à faire la paix »



Montréal, le 11 septembre 2012

Des lueurs d'espoir et un témoignage de reconnaissance

Édith Mukakayumba, Ph.D.

emukakayumba@cafesgeographiques.ca

Maison de la Géographie de Montréal

Cologne 2012. Nous étions là, enfin, au 32^e congrès de l'Union géographique internationale (UGI) tenu du 26 au 30 août. Contre vents et marrées et par la grâce du Bon Dieu! Invités à ce congrès par le Comité national français de géographie (CNFG) pour participer aux sessions francophones organisées à la demande de l'UGI, Jules Lamarre et moi avons perçu dans cette expérience une lumière au bout du tunnel, un signe évident que la persévérance est toujours payante.

Cette lumière au bout du tunnel, cela faisait des années que nous en rêvions, que nous l'espérions, que nous l'attendions. Pour un retour d'une géographie aussi respectée que dans le passé. Pour une meilleure perception des géographes dans nos sociétés. Pour une reconstruction et une diffusion dans nos médias des images d'une Afrique qui gagne et qui participe activement aux grands forums sur la connaissance, sur ses modes de production, sur ses modes de transformation et sur ses modes de diffusion. Pour, enfin, un Québec qui exerce un leadership à la mesure de ses ambitions et de ses capacités et qui assume pleinement son identité de nation distincte dans un Canada pluriel.

L'espoir annoncé par cette lumière au bout du tunnel, nous l'avons aperçue dès les premiers échanges de courriels entre Jules Lamarre et la professeure Nathalie Lemarchand du CNFG, organisatrice des sessions francophones du 32^e congrès de l'UGI. Il s'est intensifié dès la mi-mai 2012, lorsque nous avons appris que le comité du CNFG, après discussion, avait décidé de nous inviter tous les deux, soit Jules Lamarre, à titre de représentant des Cafés géographiques du Québec et moi-même, à titre de représentante de la Maison de la géographie de Montréal. Il a redoublé d'intensité quand, en début d'août, j'ai été invitée par le professeur Michael Meadows, secrétaire-trésorier de l'UGI, à participer à une réunion spéciale des délégués africains au congrès. Comme pour les sessions francophones, l'organisation de cette réunion spéciale était aussi une initiative de l'UGI, ce qui lui conférait une importance toute spéciale.

Notre participation aux sessions francophones

En compagnie de géographes francophones, nous devions contribuer à deux des trois tables rondes du programme d'une journée, soit celles qui portaient respectivement sur « la valorisation d'un savoir géographique » et sur « les politiques publiques et territoires urbains ». Nous nous sommes enfin retrouvés à notre place, parmi les gens de notre calibre, comme en témoignent les photos prises à cette occasion. Nous étions reconnus, moins pour nos statuts institutionnels, que pour la qualité, l'originalité et l'utilité de nos travaux et notre engagement pour rendre à la géographie québécoise ses lettres de noblesse.

Loin d'être le fruit d'un hasard, notre participation aux sessions francophones du 32^e congrès de l'UGI a été le résultat d'une succession d'événements heureux liés aux activités que nous avons organisées au Québec au cours des cinq dernières années. Souvent tenus en marge des institutions et des espaces universitaires, ces activités avaient deux principaux objectifs : 1) contribuer à l'information et à la formation des citoyens responsables en leur offrant des occasions de débattre des enjeux de l'actualité qui les concernent au premier chef et, par voie de conséquence, de lutter contre le « somnambulisme téléguidé »¹ et 2) réaffirmer l'importance sociale de la géographie et des géographes. On peut retrouver quelques-unes de ces activités, sur le site de la [Maison de la géographie de Montréal](#).

Deux de ces événements méritent une mention particulière. Il s'agit, premièrement, du passage à Montréal, en septembre 2010, du professeur Dietrich Soyez, coorganisateur du 32^e congrès de l'UGI. Lors de sa venue, le professeur Soyez a accepté de co-animer un café géographique sur « L'internationalisation de la société civile ». Au lendemain de ce café-géo, le professeur Soyez a été informé du combat acharné que nous menions afin de survivre, en tant que « géographes exclus des structures officielles »², dans le respect et dans la dignité, et du lien à faire entre ce combat et un autre, sans doute plus important, qui vise à rendre à la géographie la place qui lui revient au Québec. À cette époque, le professeur Soyez nous a écoutés poliment et attentivement mais, quelque peu sceptique, il ne voyait pas le lien entre les difficultés que nous évoquions à propos de la géographie au Québec et la situation de la géographie à l'échelle internationale. Autrement dit, il ne voyait pas en quoi ces problèmes, locaux disait-il, pouvaient le concerner ou concerner d'autres collègues européens ou d'autres régions du monde. Or de notre point de vue, et pour diverses raisons, il semblait évident que les problèmes des géographes québécois, notamment ceux exclus des structures officielles, ne pouvaient pas ne pas concerner l'UGI, dont il était l'un des vice-présidents. De plus, nous étions convaincus que l'UGI, qui est la plus importante organisation des géographes à l'échelle internationale, devait

¹ Voir Yves Lacoste (1976), *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Paris, Maspero.

² Ce thème a fait l'objet d'un autre colloque international que nous avons organisé en mai 2009, à l'Université d'Ottawa sous le thème « La recherche à partir de la marge. La condition des chercheurs exclus des structures officielles » et auquel plusieurs autres « chercheurs exclus des structures officielles » ont participé activement. Quelques chercheurs universitaires québécois de renom, dont Thomas De Koninck et Michel Gervais, respectivement professeur de philosophie et ancien recteur de l'Université Laval, ont participé à ce colloque pour soutenir ces derniers (voir <http://cafesgeographiques.ca/images/Colloque%20449.html> et <http://cafesgeographiques.ca/page/recentes.html#orgcolloques>).

être interpellée et faire quelque chose pour soutenir ces chercheurs qui, de fait, sont devenus des orphelins d'un nouveau genre.

Le deuxième événement heureux fût la tenue, à Sherbrooke en 2011, dans le cadre du 79^e congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS), du colloque international ayant pour thème « Qu'advient-il de la géographie? ». De nombreux géographes parmi les plus reconnus de la Francophonie y ont participé et ont confirmé la justesse de nos inquiétudes, aussi bien au sujet de la géographie québécoise qu'à propos de la place de la discipline dans d'autres régions du monde. Notons que le professeur Dietrich Soyez a participé à ce colloque international en tant que représentant du président de l'UGI. Ce colloque a montré que l'heure n'était plus au scepticisme où que ce soit en ouvrant la voie à une sensibilisation d'un plus grand nombre de collègues pour faire évoluer les choses dans la bonne direction. Grâce au soutien financier de l'UGI, les actes de ce colloque qui viennent de paraître chez Armand Colin, sous le titre de « La géographie en question ». Ils devraient offrir aux géographes l'occasion de débattre largement des enjeux de la géographie québécoise et de la géographie en général en ces débuts du XXI^e siècle.

Au congrès de Cologne de 2012, nous avons, certes, renoué avec la fierté d'être géographes et francophones. Nous avons vécu de nouveau le plaisir de parler de la géographie sans en avoir honte et sans avoir besoin de nous cacher sous d'autres qualificatifs disciplinaires considérés plus crédibles. Nous avons aussi renoué avec la joie de fraterniser avec des collègues géographes de diverses origines à différentes occasions, notamment en visitant le kiosque du CNFG et celui du FIG, ou encore autour d'un verre ou d'un repas. Mais, nous avons été troublés par l'absence incompréhensible de l'Afrique francophone à ce grand congrès.

Notre participation à la réunion spéciale des délégués africains et à d'autres sessions du congrès

« Il faut apprendre à vivre comme des frères, sinon nous mourrons tous ensemble comme des idiots » (Martin Luther King).

À ce congrès, l'absence de l'Afrique noire francophone crevait les yeux! Seule représentante, de fait, de cette immense région du monde dans les séances auxquelles j'ai participé, j'étais l'exception qui confirmait la règle et un témoin privilégié de la gravité de la chose. Étais-je pour autant en droit de parler des causes réelles qui, de mon point de vue³, perpétuent l'exclusion du continent noir de ce genre de forums? Était-il possible de présenter les choses dans une perspective qui intègre mon expérience personnelle sans

³ Ce point de vue se fonde sur un ensemble d'observations menées et de données compilées depuis mon arrivée au Québec en 1974, aussi bien au Québec que sur le continent africain. J'ai en effet revisité celui-ci à plusieurs reprises à divers titres, soit en missions de recherches académiques, ou en missions commandées soit par des agences onusiennes, notamment le PNUD et l'UNICEF, ou des gouvernements nationaux. La plus récente de ces missions, au Rwanda, a eu lieu en début d'octobre 2011. Invitée par l'*Unity Club* de Kigali (voir <http://www.unity-club.org>) pour participer aux activités organisées en marge de sa quatrième assemblée annuelle, notamment à titre de rwandaise de la Diaspora (la seule déléguée du Canada!).

indisposer des collègues? Pouvais-je dévoiler certains secrets sur les efforts que Jules et moi avons investis pour nous faire remarquer et pour nous faire inviter à Cologne sans choquer quiconque? Probablement pas! Mais après tant d'années de lutte à partir de la marge pour surmonter les obstacles vécus à titre de géographe africaine dans un environnement souvent hostile⁴, qu'avais-je donc à perdre ?

Confortée par des collègues intéressés, tout comme Jules et moi, à réorienter le cours des événements, j'ai pris le risque d'aborder certains sujets délicats auxquels on ne touche jamais, comme l'exclusion, de fait, des géographes africains des forums internationaux, tel que celui de Cologne 2012. Dans mes interventions à la réunion spéciale des délégués africains du 28 août, et celle de la table ronde « politiques publiques et territoires urbains » du 29 août, j'ai tenté d'illustrer mon propos en relatant des expériences que j'ai vécues sous diverses identités de groupes défavorisés, donc aussi sous divers statuts associés à ces identités. Deux de ces expériences les plus marquantes, étroitement associées, sont, d'une part, celle d'enseignante universitaire à statut précaire, et, de l'autre, celle de victime de harcèlement psychologique d'une rare violence en milieu de travail au cours des cinq dernières années. Loin d'être des faits isolés, ces expériences sont communes à bon nombre de collègues africains très qualifiés, notamment des Ph.D., qui finissent par se résigner à survivre en pratiquant des métiers qui n'exigent pas de formation universitaire. Elles pourraient servir de point de départ à une enquête visant à déterminer ce qui ne tourne pas rond dans les rapports entre les géographes africains et leurs collègues de l'international. Ai-je réussi à convaincre de la pertinence d'aborder ce sujet si délicat? L'avenir nous le dira! En attendant, je souhaite que mes remarques concernant l'exclusion de l'Afrique francophone et de l'Afrique en général puissent faire avancer la réflexion en vue d'améliorer le sort des géographes africains.

Un avenir plutôt prometteur?

Une semaine après le 32^e congrès de l'UGI, nous sommes plus conscients que jamais de l'ampleur des difficultés à surmonter pour sortir de l'ombre la géographie et les géographes en général et ceux de l'Afrique francophone en particulier. À ce chapitre, notre reconnexion avec des chercheurs désireux de nous intégrer à leurs réseaux de recherche et de mener conjointement des projets d'intérêts communs nous a offert une autre raison d'espérer.

Une profonde reconnaissance et des remerciements du fond du cœur

Au terme de cette belle aventure, nous tenons à témoigner notre profonde reconnaissance à tous ceux et à toutes celles qui ont rendu possible notre participation à ce congrès : le CNFG, l'UGI, l'ensemble des collègues qui nous ont soutenus de diverses manières, ainsi que ceux et celles qui sont prêts à nous soutenir dans nos projets actuels et futurs.

Nos très sincères remerciements s'adressent aussi au professeur Hans Dieter Bork qui nous a hébergés, nous a fait visiter généreusement plusieurs endroits historiques de

⁴ Un article intitulé « Quand l'éducation devient un obstacle majeur à l'insertion socioprofessionnel et à l'enracinement territorial » à paraître dans Mukakayumba, Edith et Lamarre, Jules (dir) (2012), Paris, Armand colin, donne un aperçu de ce genre d'obstacles.

Cologne et de Brühl et a pris soin de nous comme si nous étions ses propres enfants, allant jusqu'à venir assister à nos présentations. Notre pensée spéciale va aussi aux habitants de Brühl Mitte et de Cologne dont nous avons eu le privilège d'apprécier la générosité à quelques occasions.

À très bientôt.

Edith Mukakayumba, Ph.D.
Co-fondatrice et Présidente
Maison de la géographie de Montréal
emukakayumba@cafesgeographiques.ca
www.cafesgeographiques.ca